

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 8 Avril 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le huit du mois d'Avril à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	02/04/2024
Présents :	20	Date de publication	09/04/2024
Votants :	22		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Guy DURAND – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Yves SERVANGE – Mme Christelle COURTHIAL – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN – Mme Virginie CHRISTOPHE – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Andrée VACHER – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE

Absents : M Ludovic HIRTH donne procuration à Mme Marie DALMAS – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Véronique BOUCHARD donne procuration à M Christophe BADUFLE

Secrétaire : M Jean-Louis CIANFARANI

N° 06	Délibération n° 2024-021	BUDGET PRINCIPAL
		Aménagement sécuritaire RD 53 au Fayet Révision de l'autorisation de programme/Crédits de paiement

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1^{ère} année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et les crédits de paiement sont encadrés par des articles du CGCT et du code des juridictions financières.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme.

Une autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subvention, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors du vote du budget ou de décisions modificatives.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. De cette délibération, l'exécution peut commencer.

Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil Municipal.

Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retrace dans une annexe du budget primitif, des décisions modificatives et du compte administratif.

L'instruction M57 prévoit, pour les dépenses à caractère pluriannuel comprises dans une autorisation de programme, que le maire peut, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'à son règlement, liquider et mandater les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre, égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent."

Vu les articles L2311-3 et R2311-9 du CGCT portant définition des autorisations de programme et des crédits de paiement

Vu l'article l263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

Vu l'instruction codificatrice M57

Monsieur le Maire rappelle le détail de l'AP/CP votée en 2021 et révisée en 2022 et 2023.

N° AP : 2021-002	CP 2021		CP 2022		CP 2023	CP 2024
875 000 €	Inscrits : 100 000€	Mandatés : 3 174.00 €	Inscrits 31 000 €	Mandatés 0.00€	Inscrits 450 000€	Inscrits 421 826

Les travaux vont être achevés dans les prochaines semaines. Il convient donc de réviser l'AP/CP pour tenir compte du coût de l'opération revu à la baisse.

Le Conseil Municipal, par :

***18 Voix POUR**

***0 Voix CONTRE**

***4 Abstentions (M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Andrée VACHER – Mme Véronique BOUCHARD)**

✚ **APPROUVE** la révision de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) comme suit :

N° AP : 2021-002	CP 2021		CP 2022		CP 2023		CP 2024
780 000 €	Inscrits : 100 000€	Mandatés : 3 174.00 €	Inscrits 31 000 €	Mandatés 0.00€	Inscrits 450 000€	Mandatés 342 378.81€	Inscrits 434 447.19€

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Jean-Louis CIANFARANI

Pour copie conforme,
Valencin, le 09/04/2024

Transmis à la Sous-Préfecture de Vienne
Le 09/04/2024

